

Brèves de l'agglo...

Dans les universités, la mobilisation commence contre la loi Fioraso :

Ce projet de loi porté par la Ministre de l'Enseignement Supérieur, Geneviève Fioraso, actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale, est une nouvelle attaque contre l'université. Il aura pour conséquences :

La casse des diplômes

Elle aggrave l'autonomie des universités et accentue l'inféodation des diplômes au bassin d'emploi local au détriment de leur valeur nationale. Ainsi c'est la future condition de salarié des étudiants qui se dégrade.

La privatisation de la recherche

La recherche étant de moins en moins financée par l'Etat, elle se tourne vers les financements privés éliminant les domaines de recherche non-valorisables financièrement directement.

Un fonctionnement antidémocratique

La communauté universitaire doit être gérée par les chercheurs et les étudiants. Aujourd'hui l'Etat et le patronat veut qu'elle soit gérée par le monde de l'entreprise. Il faut refuser ce diktat du privé.

Ainsi les étudiants rejoindront la manifestation contre l'ANI du 9 avril (voir ci-contre) et organisent une AG sur le campus à 12h30 en salle L101 (Bâtiment Lavoisier).

L'ANI c'est toujours non !

Le gouvernement s'apprête à faire voter dans la loi l'accord scélérateur signé entre les syndicats « d'accompagnement » (CFDT, CFTC, CFE-CGC) et le MEDEF. Cet Accord National Interprofessionnel dit de « sécurisation de l'emploi » prévoit notamment :

- Baisser les salaires tout en augmentant le temps de travail
- Imposer la mobilité
- Faciliter les licenciements

Ce sont bien les dernières digues qui subsistaient encore dans le code du travail qui en prennent un sacré coup.

Le patronat n'ayant pas réussi à mettre à bas le CDI (Contrat à Durée Indéterminée) il cherche à le vider de son contenu. Le rendant plus flexible, plus précaire cet accord instaure un chantage aux licenciements contre les salariés qui refuseraient les dispositions liées à la « compétitivité ».

Les actions menées jusqu'à présent sont bien en-deçà de la mobilisation nécessaire pour obtenir le retrait de cet accord.

Les objectifs doivent être en effet clairs, encourager les députés à ne pas ratifier dans la loi cet accord n'est pas un mot d'ordre à même d'emmener le maximum de personnes dans la rue. En effet, défaire cet accord, seule la rue peut le faire.

La mobilisation du 9 avril appelée par la CGT, FO, Solidaires et la FSU, est un point d'appui pour cette mobilisation.

A Rouen, cette manifestation partira à 10h du cours Clemenceau.

📍 Apéritif-rencontre à la librairie La-Brèche (40 rue des Murs St-Yon, Rouen) :

La librairie LA BRECHE vous invite **vendredi 12 avril à 18h00** à une rencontre avec Jean Pierre LEVARAY, salarié à l'usine Grande paroisse, et auteur notamment de *Putain d'usine*, *Après la Catastrophe* ou *Tue ton patron*.

📍 Réunion publique organisée par le comité jeune du NPA à l'Université, le jeudi 11 avril à 18h à la Maison de l'Université :

La crise en Europe : crise du capitalisme, tentatives de résistances, ses rebondissements à Chypre et en France.

Transports publics gratuits, le combat continue...

Depuis la fermeture du pont Mathilde, l'utilisation des transports en commun a considérablement augmenté. Tout cela accélère les améliorations du réseau : augmentation des voies réservées aux bus, projets de nouvelles lignes, utilisation des trains, nouveaux tarifs incitatifs.

Tout se discute, sauf une chose : la gratuité ! Pourtant, dans toutes les villes dans lesquelles la gratuité a été mise en place, la fréquentation a bondi de moitié, voire même doublé dans certains cas, avec une diminution équivalente de la circulation automobile. Si l'on veut améliorer encore l'utilisation des transports en commun, c'est à elle qu'il faut réfléchir.

Pour que toutes et tous puissent se déplacer en toute liberté, gratuité !





Contre la république du fric et des menteurs : Une démocratie réelle maintenant !

Cahuzac a donc été obligé d'avouer devant les juges et publiquement qu'il avait fraudé et menti. Il l'a fait avec une assurance, une arrogance sans nom, celle des hommes du pouvoir. Lui, le champion de la lutte contre la fraude fiscale, le donneur de leçon de la rigueur qui a prôné l'austérité à toute la population, aux 5 millions de chômeurs comme aux 10 millions de pauvres qui ont moins de 900 euros par mois, non seulement jouit d'une solide fortune mais blanchissait en Suisse l'argent qu'il détournait du fisc!

Les complaisances de l'argent et du pouvoir

« *Faute morale impardonnable* », s'indigne Hollande alors que Moscovici nie toute « *complaisance* ». Mais qui peut croire que personne n'était au courant? Qui peut croire que Cahuzac n'a pas bénéficié de complaisance ? Qui peut croire que, quand il a demandé à Cahuzac de démissionner, Hollande n'était pas au courant? Il n'a même pas affirmé le contraire lors de sa déclaration suite au conseil des ministres. Il s'est contenté de ne rien dire pour tenter de sauver le peu de crédibilité de son gouvernement face à une impopularité croissante. Les quelques mesures qu'il a annoncées ne changeront rien et ne convaincront personne.

La complaisance est par trop évidente. Elle s'affiche à travers toutes les affaires qu'elles touchent la droite, Woerth, Lagarde, Tapie, Sarkozy ou, maintenant, la gauche. C'est la complaisance de la république « *des copains et des coquins* ».

Petits et gros mensonges d'État...

Par delà la médiocrité, la vénalité et la corruption des plus avides, il y a celles des sommets d'un monde politique qui n'est là que pour servir les puissances de l'argent. Le véritable scandale est le mensonge officiel de Hollande qui, après Sarkozy, vient nous expliquer que lutter contre le chômage et le recul social c'est satisfaire toutes les volontés de cette minorité parasite. L'affaire Cahuzac est bien la crise d'un régime où argent et pouvoir ne font qu'un.

La démocratie maintenant

La droite et l'extrême-droite voudraient tirer bénéfices du discrédit du gouvernement mais les uns et les autres participent du même monde politique. La droite et l'ancien président des riches, traînent une lourde gamelle, la démagogue millionnaire Le Pen ne vaut pas mieux. Les uns et les autres ne rêvent que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes.

Pour ne pas les laisser tirer les marrons du feu, il est urgent que le monde du travail intervienne politiquement pour mettre fin à cette république des riches et imposer, par ses mobilisations et son organisation, un pouvoir qui annule la dette et se débarrasse de la main mise des capitalistes sur les finances publiques, qui garantisse les droits des travailleurs et de la population et leur permette d'exercer leur contrôle sur la marche de la société et de l'État. Nous voulons une réelle démocratie maintenant comme le clamaient les indignés de l'Etat espagnol, une démocratie par en bas qui interdise le cumul des mandats, impose le contrôle direct et la révocabilité des élus et mette les puissances de l'argent hors d'état de nuire.

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN
Ou par mail à : correspondance@npa76.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :